

## Les faux militaires de l'opposition

Newsmada – Opinions - Gaëtan R. – 09/01/12

La libération des prisonniers politiques devient le nouveau refrain de l'opposition et dans ce cas d'espèce, elle éprouve une soudaine affection pour les militaires placés en détention. La Feuille de route a décidément bon dos. Comme l'habit ne fait pas le moine, l'uniforme ne fait pas le militaire. Par on ne sait quelle magie, cet accord hautement politique, rédigé à l'intention de forces politiques et proposé à la signature de chefs politiques comporterait, selon l'opposition, des dispositions en faveur des militaires. Elle cite à tout bout de champ, un certain article 16 de ladite Feuille de route, mais on n'y trouve rien qui milite pour des militaires détenus à Antanimora, à Tsiarahy ou ailleurs. La Feuille de route parle de mettre « *un terme aux poursuites judiciaires en cours engagées à l'encontre des membres de l'opposition ...* », on peut demander aux grandes gueules de l'opposition de fournir une liste des militaires qui seraient membres de ces diverses formations politiques. Aucun homme en uniforme n'accepterait d'y figurer. Un militaire ne peut être membre d'un parti politique. Par définition, il est neutre selon son statut. Même si on ne peut l'empêcher de penser comme il veut ou d'avoir une vision politique contraire à celle du pouvoir, il n'a pas le droit d'en faire état sous peine de forfaiture.

Feu le général « *Voaibe* », chef d'Etat insurrectionnel des Forces Vives, lors du mouvement de 1991, avait refusé de porter certain insigne portant l'image d'un chef politique, Didier Ratsiraka. Cet insigne avait été imposé à tous les militaires. Le général « *Voaibe* », patron des forces armées car Chef d'Etat-Major Général de l'Armée, s'y était énergiquement opposé, défendant le credo de neutralité des militaires. Il y a eu néanmoins, un sanglant précédent en 2002, mais il ne s'agissait pas de militaires réguliers. Les « *Zanadambo* », pudiquement appelés réservistes par le camp Ravalomanana de l'époque, se sont affrontés les armes à la main avec des éléments tout aussi armés, mais pro-Ratsiraka. Ils n'ont cependant pas émargé à la caserne ou à une caisse officielle des éléments en opération régulière. Ils ont donc été payés par des sponsors. Ce genre d'homme en uniforme qui se fait payer pour aller se battre porte un nom : mercenaire ou supplétif, membre d'une milice. Comme en Afrique, dans les années 50-60, quand le continent se délabrait dans les convulsions des guerres civiles de la décolonisation, ils seraient des « *Affreux* », les bien-nommés.

Jusqu'ici, seule la Feuille de route se souvient de cette terrible année 2002 et parle de la nécessité d'une caisse de compensation, pour les victimes d'une guerre civile oubliée. En 2009 par contre, aucun militaire en activité n'a appuyé la lutte populaire, ni y a directement participé. L'intrusion des militaires a été causée par les propres maladresses de Marc Ravalomanana, alors chef d'Etat en exercice. Il recrute des mercenaires étrangers et les affiche publiquement à Soarano ou sur l'avenue de l'indépendance lors d'une opération anti-émeute. Les militaires malgaches ont très mal vu l'initiative du chef de l'Etat qui a osé les placer sous les ordres d'étrangers. Ils ont aussi très mal vu le recrutement de jeunes rugbymen affublés de semblants de rangiers. On ne peut faire l'impasse sur la tuerie du 7 Février. On comprend que les militaires aient basculés de camp. Ravalomanana leur a remis le pouvoir par ordonnance, ils l'ont prestement remis au mouvement populaire, par voie d'ordonnance. Voilà l'histoire proche. On peut alors demander à l'opposition de quels militaires détenus politiques parle-t-elle.

A suivre...

Source : <http://www.newsmada.com/les-faux-militaires-de-lopposition-gaetan-r/>